

Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 20 au 26 août 2016

Rappel, la semaine dernière : Jacqueline Sauvage, burkini, entretien avec le Pape François...

Burkini : modéré

Les correspondants ont été plus nombreux à s'exprimer sur le sujet (**34** contre 11 la semaine dernière) mais les flux restent limités. Si 44% des intervenants se disaient favorables à l'interdiction du burkini sur les plages la semaine passée, ils ne sont plus que 24% à défendre cette position.

A noter que *les courriers opposés à l'interdiction du burkini viennent beaucoup de personnes qui peuvent se sentir, directement ou indirectement, visées par la polémique.*

- Majoritaires aux trois-quarts, **les opposants à l'interdiction du burkini font valoir deux types d'arguments** :
 - Une décision « *islamophobe* » dans une période « *de paroles racistes décomplexées* ».
 - 7 demandent plus particulièrement au Chef de l'Etat de « *faire attention* » aux discours de son Premier ministre accusé de « *mettre de l'huile sur le feu* », alors que la situation des musulmans de France « *est particulièrement tendue* ». La classe politique en général est taxée « *d'irresponsabilité* » en créant « *de toutes pièces une fausse polémique, qui fait le jeu de Daesh et du FN* » : « *si j'avais su que la Gauche tiendrait les mêmes discours que Sarkozy je n'aurais pas voté pour vous* » ; « *est-ce qu'on veut faire la politique de l'extrême droite ?* ».
 - 6 autres correspondants s'inquiètent de la possible « *exclusion et marginalisation* » des femmes souhaitant porter des burkinis et exhortent le Président de la République à « *mettre fin à ce début d'apartheid* » : « *avec ces interdictions vous ne faites que nous enfermer* » ; « *comment expliquer à mes enfants que dans certains endroits, je n'ai pas le droit de les emmener car j'y suis indésirable ?* ».
 - Par ailleurs, 2 personnes mettent en garde contre le danger de « *la montée de l'islamophobie* » incarnée par cette polémique qui met « *face à face les musulmans et les non-musulmans* ». Pour eux, le risque est de « *jeter des musulmans modérés et sincères dans les bras des intégristes* ».
 - Puis plus minoritairement une mise en avant la liberté « *de se vêtir, une liberté bafouée, que l'on retrouve pourtant dans notre devise nationale* ».
- **Un quart expriment leur souhait de voir le burkini interdit.** Ces derniers arguent que dans les pays musulmans « *on doit respecter leurs règles, auxquelles on ne souscrit pas toujours* » et qu'en conséquence les musulmans en France « *doivent respecter les lois de la République et nos coutumes* ». Ils demandent de la « *fermeté* » envers « *une communauté qui va trop loin* » et invitent les insatisfaits « *à retourner chez eux où ils pourront agir comme bon leur semble* ».
- Suite aux épisodes d'hier, **seuls 2 correspondants se sont désolés de « la cacophonie gouvernementale »** autour de cette polémique, qui « *fait ressembler votre équipe à une auberge espagnole* ».

Maintien en détention de Jacqueline Sauvage : en baisse

Avec 39 messages reçus, la mobilisation autour du maintien en détention de Jacqueline Sauvage a connu une forte baisse cette semaine (-44%). **Les arguments de ses soutiens restent relativement inchangés et l'ensemble des correspondants demandent en premier lieu au Président de la République de lui accorder une grâce totale.**

A l'appui de ces demandes de grâce, 45 % dénoncent plus particulièrement une justice « *partiale* » voire « *machiste* », qui « *préfère mettre en liberté des terroristes plutôt que de libérer une femme qui a connu 47 ans de souffrance* ». L'acte de Mme Sauvage considéré comme « *désespéré* » est parfois même légitimé : « *comment auriez-vous réagi à sa place ? Moi je pense que j'aurais fait la même chose devant tant de cruauté endurée* ».

Plus politiques, 21% qualifient cette décision d'«abus de pouvoir» et de « provocation » envers le Chef de l'Etat tandis que 20% se partagent entre critiques d'un « *manquement présidentiel à la parole donnée* » et opportunités politiques. Selon ces derniers, gracier Mme Sauvage serait l'occasion de « *montrer que vous savez décider et trancher* ».

Enfin, 14% des courriers sont des témoignages sur les difficultés rencontrées par des femmes victimes de violences lorsqu'elles ont voulu engager des procédures à l'encontre de leurs « *bourreaux* ».

Candidatures à l'élection présidentielle : faible

Moins d'une quinzaine de courriers se sont prononcés sur l'opportunité de concourir à un second mandat, dont les ⅔ soutiennent le Président et lui renouvellent leur confiance. A l'inverse parmi ceux qui s'y opposent, certains mettent en garde contre « *un échec cuisant* ».

Seules 4 personnes ont réagi aux candidatures déclarées : 2 critiquent Nicolas Sarkozy (« *peu de scrupules après sa garde à vue* »), 2 critiquent Arnaud Montebourg « *qui insinue qu'il redoute la fraude* » aux primaires du PS.

Allocation de rentrée scolaire : faible

Les conditions d'attribution de l'ARS ont fait réagir une poignée de Français non éligibles à cette aide. Les familles dont les revenus dépassent le plafond applicable témoignent avec amertume de la fragilité de leur situation financière : « *je suis désolé mais 35 500 euros de revenus par an pour 4 avec 1 300 euros de crédit par mois sans compter le reste des charges : expliquez-moi pourquoi en étant revenu modeste sur la feuille d'impôt je n'ai pas la rentrée scolaire ? Vive La France !!* ».

Dans une moindre mesure, les dispositifs de blocage de l'ARS pour les enfants placés ont suscité l'inquiétude de quelques parents assumant des frais de rentrée : « *Le juge des enfants a décidé d'un retour progressif de mes enfants à domicile [...]. Je fais appel à vous, la rentrée est dans une semaine et je n'ai pas d'argent pour acheter les fournitures nécessaires pour mes quatre adolescents* ».

Conversations privées avec le Président / Publications dans Le Monde : très faible

Peu de réactions ont été enregistrées aux différents livres publiés ou annoncés sur le Chef de l'Etat, majoritairement en termes négatifs : « *vos multiples discussions avec des journalistes (qui pour certains salissent votre image) et tous ces livres ne vous rendent pas service : faire dire "pas de bol pour le chômage", c'est inquiétant* ».

Un correspondant s'est également offusqué des articles du Monde de cette semaine sur l'Elysée : « *La publication des documents (y compris confidentiel défense) et le contenu des commentaires que vous avez faits ne grandissent ni la fonction de leadership que vous devriez exercer, ni la personne exemplaire que vous devriez être* »./.